

importante que toute autre entreprise qui lui incombe. Allons-nous tergiverser avec cette question pendant les cinq prochaines années comme nous l'avons fait pendant les cinq années passées, ou allons-nous l'attaquer de front? La solution du problème du chômage est rattachée à une question d'argent plutôt qu'à celle de marchés étrangers. Si le ministre de la Défense nationale proposait que le Parlement émette de la monnaie jusqu'à concurrence du chiffre qu'il a proposé il y a quelques années, on ne trouverait pas six personnes qui s'y opposeraient.

Nous sommes en face d'un étrange paradoxe. Nous possédons tout ce que nous pouvons désirer, les ressources naturelles, des gens bien disposés, des ressources intellectuelles, tout, et cependant nous travaillons à la ruine du plus précieux actif du pays, notre jeunesse, car le Gouvernement actuel n'a pas le courage de s'attaquer au problème. Je sais que plusieurs membres du cabinet, plusieurs de ceux qui siègent sur les banquettes ministérielles n'ont pas eu de sérieux contact avec les gens dont je parle. Ce qui manque à ces derniers, les assistés, ce n'est pas seulement de l'emploi; le principal aspect du problème porte sur les conditions démoralisantes dans lesquelles ils vivent. Nous devons leur rendre l'espoir et leur faire savoir qu'ils font partie de la collectivité canadienne.

Si je pouvais secouer le torpeur du Gouvernement et l'aider à sortir de l'ornière, je le ferais volontiers.

Quelqu'un dit "ha, ha," J'aimerais que quelques honorables députés mettent de côté pendant six courtes semaines les biens qu'ils possèdent; j'aimerais qu'ils fassent abstraction de leur qualité de membres de la Chambre et parcourent le pays, dépourvus de tout, à la recherche d'un emploi. Qu'ils essaient de trouver du travail et ils apprendront de première main quel est réellement le problème de la masse. Personne ne peut se permettre de dire "ha, ha," dans cette enceinte. Je dis aux honorables députés qu'ils sont responsables en tant que membres de cette Chambre, que je suis responsable, et je crois que les efforts conjoints des partis produiraient des résultats en moins d'une semaine. Nous avons besoin d'habitations. Dans l'Ouest nous pourrions pousser davantage l'exploitation pétrolière. Pourquoi ces choses sont-elles impossibles? Est-ce parce que nous ne pouvons pas vendre nos marchandises aux pays étrangers?

Lorsque des gens me parlent de crises économiques, j'essaie de saisir au juste ce qu'ils veulent dire, car l'expression suppose au moins une chose qui échappe à notre contrôle. Je pense, cependant, que dans le monde entier les gens se rendent compte des vrais faits de notre

existence économique. Si ces pauvres gens, qui comptent sur le Gouvernement actuel pour légiférer de façon à leur permettre de vivre, attendent l'expansion de nos marchés, que le Ciel leur vienne en aide, car notre vie industrielle ne les absorbera jamais de nouveau.

Un membre de la députation disait aujourd'hui que les jeunes Canadiens aspirent à devenir propriétaires. Ce désir est naturel, cela va de soi; nous aimerions tous être propriétaires d'une habitation. Mais les propriétaires sont beaucoup moins nombreux aujourd'hui qu'ils l'étaient en 1930. Beaucoup d'habitations ont été perdues du fait qu'elles ont été vendues pour l'acquittement des taxes. Bien des gens ont placé \$2,000 ou \$3,000 dans l'achat de maisons de \$5,000 et ils ont perdu leurs placements. C'étaient des gens économes, mais ils ont été pris dans le tourbillon de la crise économique. Ils doivent aujourd'hui compter sur l'assistance publique. J'ai récemment appris qu'une enquête se faisait dans la ville d'Ottawa au sujet d'abus commis par des assistés. N'est-il pas stupéfiant d'essayer de prouver qu'une personne qui reçoit moins que rien, si vous pouvez imaginer une telle chose, commet des abus?

Si nous consacrons pour un instant notre attention à ces écumeurs qui exploitent le peuple, non pas sur un peu de margarine ou de beurre, mais par milliers de dollars, c'est-à-dire les compagnies d'assurance et les puissantes sociétés, si l'on institue quelques autres enquêtes sur leurs opérations, le peuple canadien en éprouverait de la satisfaction. On reste confondu en entendant toutes ces plaintes au sujet d'assistés qui achètent des automobiles ou des appareils de radio. On n'a qu'à examiner le rapport pour se rendre compte que ces choses-là sont impossibles. En tout cas, ceux qui touchent des secours directs ont bien droit à un appareil de radio. Pourquoi n'en auraient-ils pas? Tous les Canadiens ont droit au confort qu'il est possible de se procurer dans notre pays. Si les marchandises se fabriquent, c'est pour que les gens puissent les utiliser et en jouir. Notre régime économique devrait être organisé de façon que nous puissions distribuer tout ce que nous pouvons produire. Mais voici un gouvernement qui parle, d'une part, de surproduction tandis que, d'autre part, des gens sont dans l'impossibilité de se procurer les articles produits. On les appelle des assistés. Il n'y aurait pas de surproduction si ces gens avaient suffisamment de nourriture et de vêtements. Mais on me dira: Où prendrez-vous les fonds nécessaires? Et le ministre des Finances (M. Dunning) établit une distinction entre les fonds dont il dispose et la monnaie dont je veux parler. Mais je me demande si le ministre a jamais vu la monnaie dont on se sert dans les villes, et qu'on appelle des